



RÉGIE INTERMUNICIPALE
DE POLICE ROUSSILLON

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



LE LOGO DE LA RÉGIE



Le logo de la Régie intermunicipale de police Roussillon est constitué principalement de l'insigne d'épaule que les policiers arborent sur leur uniforme. Nous y retrouvons les éléments suivants :

- l'identification du service « **Police Roussillon** »;
- la mission du service dans une version abrégée « **Servir et Protéger** »;
- les étoiles pour l'immuabilité de la police. Elles sont au nombre de quatre pour représenter le nombre de services de police regroupés;
- le cercle correspond à la terre : partout sur la planète il y a des policiers pour faire respecter l'ordre sinon c'est le chaos, l'anarchie. Il représente également la continuité;
- les vagues pour la proximité du fleuve Saint-Laurent et les rivières qui s'y jettent après avoir traversé le territoire;
- la couronne de laurier symbolise l'autorité et la noblesse de la profession.

On y retrouve également les mots « **SERVIR • PROTÉGER** » pour indiquer que l'ensemble du personnel de la Régie désire, de concert avec la population, travailler à bien la **SERVIR** et la **PROTÉGER** ainsi qu'un rappel des valeurs véhiculées dans le service : **le RESPECT, la QUALITÉ et la PROXIMITÉ.**

- le **RESPECT** des personnes;
- la **QUALITÉ** du travail accompli;
- la **PROXIMITÉ** avec la population que nous desservons.

TABLE DES MATIÈRES

Le conseil d'administration	4
Le mot de la présidente du conseil d'administration	5
Le mot du directeur	6
La mission et la vision du Service de police	7
Le profil de la population et du territoire	8
L'organigramme	9
Le greffe	10
Les ressources humaines	11
L'Unité ressources financières et matérielles	16
Le budget.....	18
La Division surveillance du territoire	19
La sécurité routière	24
La criminalité	25
La Division enquêtes et soutien	26
Liste des principaux partenaires	34
Liste des principaux comités	35

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Mme Jocelyne Bates
Présidente, Mairesse de Sainte-Catherine



M. Normand Dyotte
Maire de Candiac



M. Christian Ouellette
Maire de Delson



M. Donat Serres
Maire de La Prairie



M. Jean-Claude Boyer
Maire de Saint-Constant



Mme Lise Poissant
*Vice-présidente
Mairesse de Saint-Mathieu*



Mme Lise Martin
Mairesse de Saint-Philippe

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers citoyennes et citoyens,

Je suis heureuse de vous présenter le rapport d'activités pour l'année 2016 de la Régie intermunicipale de police Roussillon qui se veut un reflet de ses actions.

Lors de l'ébauche du budget à l'automne, il nous est déposé un tableau statistique décrivant les performances des 17 corps policiers de niveau 2. Notre service de police s'est classé, encore une fois, parmi les plus performants, que ce soit sous l'aspect de la criminalité ou de la sécurité routière. En conséquence, nous pouvons affirmer que notre milieu de vie est l'un des plus sécuritaires.

Présidente de la Régie depuis sa création, je ne puis qu'insister sur l'importance que nous accordons à assurer votre sécurité. Celle-ci demeure au cœur de nos préoccupations quotidiennes et c'est pourquoi je tiens à remercier l'État-major et tous les membres du personnel pour leur professionnalisme et leur engagement envers notre collectivité.

Gouverner une unité d'affaires de cette envergure comporte aussi sa part de défis; je tiens donc à souligner le travail de mes collègues mairesses et maires, à qui incombe la responsabilité de définir la qualité des services offerts. Je remercie également tous nos conseils de ville respectifs pour leur support.

Nous sommes tous partenaires d'une équipe résolument orientée vers les besoins du citoyen. Chacun de nous joue un rôle important pour garantir et renforcer le sentiment de sécurité de nos collectivités, dans le plus grand respect des familles qui choisissent de s'établir sur notre territoire. C'est en cela que nous faisons une différence dans la vie des gens.

La présidente du conseil d'administration,

Jocelyne Bates

LE MOT DU DIRECTEUR

Mesdames, Messieurs, Membres du conseil d'administration,

J'ai le plaisir de vous déposer le rapport d'activités pour l'année 2016.

Aspect administratif

Cette année se distingue par l'importance des nombreux défis que nous avons à relever au niveau des relations de travail. Le renouvellement de la convention des policiers, l'actualisation des conditions de travail des employés cadres et une entente à conclure avec tous les groupes d'employés sur l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* constituaient nos principaux dossiers. Pour chacun d'eux, au début de l'automne, les ententes de principe convenues entre les parties ont été entérinées par tous les groupes d'employés concernés.

Concernant les faits saillants survenus durant l'année dans les autres sections de notre Division administrative, je vous invite à prendre connaissance des commentaires formulés par les gestionnaires de ces sections.

Aspect opérationnel

La criminalité globale sur notre territoire accuse une hausse de 3,7 %. En effet, nous comptabilisons 3 216 crimes comparativement à 3 100 crimes pour l'an dernier. Cependant, il est à noter que la moyenne de crimes pour les années 2010 à 2015 se situe à 3 327 crimes, ce qui vient relativiser l'augmentation de cette année. L'inspecteur Marc Rodier, responsable de la Division enquêtes et soutien, procède à l'analyse des résultats et nous fait part des variations pour chaque catégorie de crimes.

Au niveau de la sécurité routière, nous constatons une augmentation de 7 % du nombre d'accidents survenus sur notre territoire, soit 1 499 accidents comparativement à 1 401 l'an dernier. La majorité de cette hausse est imputable aux accidents matériels qui fluctuent de 1 088 à 1 150 accidents et qui constituent 77 % du volume d'accidents déclarés. La moyenne du nombre d'accidents pour la période de 2010 à 2015 est de 1 389 accidents. Je vous invite à lire les commentaires de l'inspecteur Sylvain Noiseux, responsable de la Division surveillance du territoire, sur ce sujet.

Conclusion

Encore une fois, nous avons pu compter sur la précieuse collaboration de notre personnel et de nos partenaires pour réaliser notre mission. Sans leur contribution, nous ne serions pas en mesure de fournir le service de qualité que nous dispensons à nos citoyens. Au nom de l'équipe de direction, je tiens à les remercier.

Finalement, mesdames et messieurs membres du conseil d'administration, je tiens à souligner votre appui constant et votre soutien dans tous les dossiers que nous avons à traiter. Votre collaboration a été très appréciée.

Le directeur,

Michel Glaude

LA MISSION ET LA VISION DU SERVICE DE POLICE

LA MISSION

La Régie ainsi que chacun de ses membres ont pour mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, de prévenir et réprimer le crime et les infractions aux lois ou aux règlements adoptés par les autorités municipales, et d'en rechercher les auteurs.

Dans l'accomplissement de son mandat, le personnel doit sauvegarder les droits et libertés, respecter les victimes et leurs besoins, être à l'écoute des citoyens, et ce, dans le respect du pluralisme culturel.

LA VISION

La vision, pour une équipe de direction, consiste à décrire les qualificatifs qu'elle aimerait entendre de la part de la communauté qu'elle dessert sur son organisation. Il s'agit d'une direction vers laquelle tous les gestionnaires orientent leurs actions. Nous aimerions que l'organisation soit reconnue pour :

- la qualité du service offert à la population;
- la mobilisation et le professionnalisme de ses employés;
- la qualité de son milieu de travail;
- l'efficacité de sa gestion.

LES VALEURS CORPORATIVES

Notre Service s'est doté de valeurs corporatives dès sa création, soit servir et protéger dans :

- le respect;
- la qualité;
- la proximité.

LES VALEURS ORGANISATIONNELLES

Les valeurs organisationnelles que nous avons retenues sont :

- le professionnalisme;
- le respect;
- l'intégrité;
- la loyauté;
- le service.

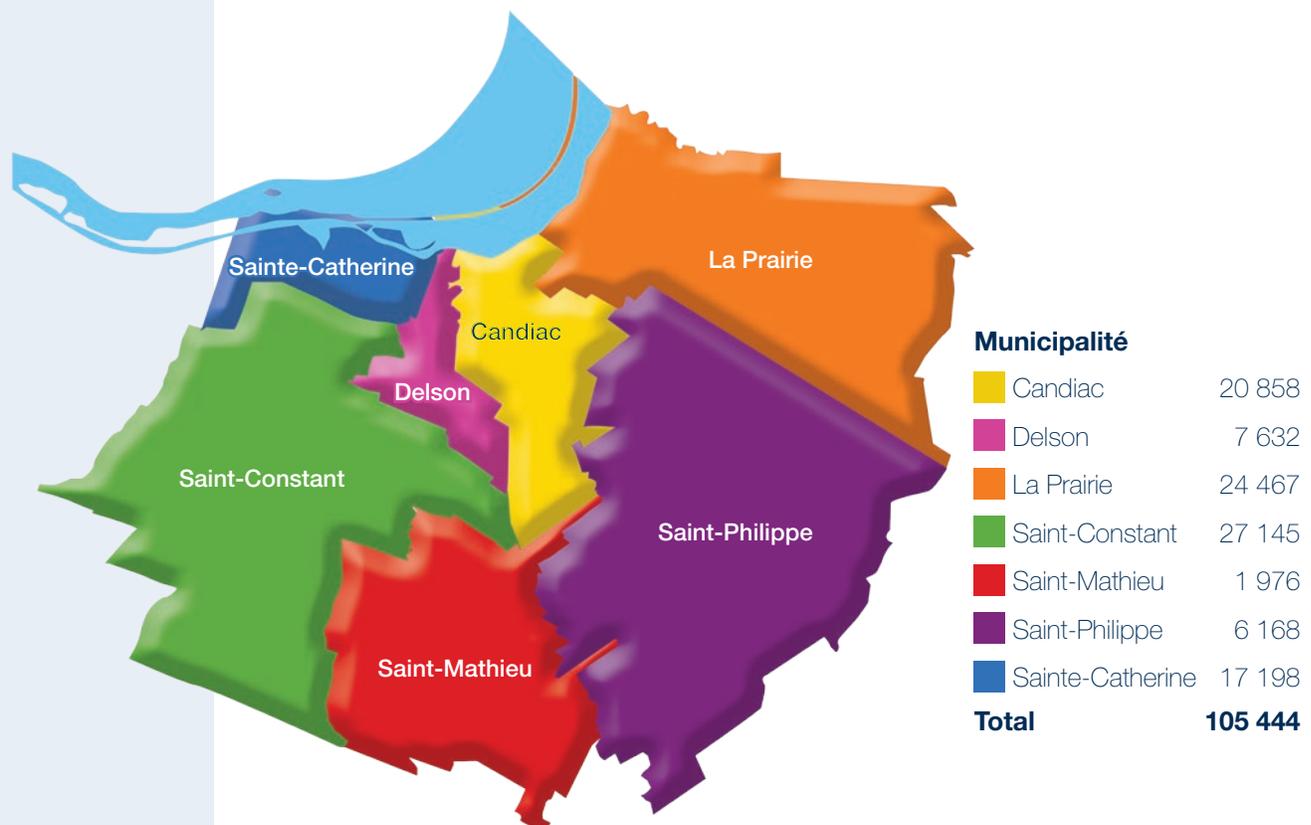
LE PROFIL DE LA POPULATION ET DU TERRITOIRE

La Régie dessert sept municipalités, soit Candiac, Delson, La Prairie, Saint-Constant, Saint-Mathieu, Saint-Philippe et Sainte-Catherine. Le territoire de la Régie fait partie intégrante de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Elle assure le service sur tout le territoire qui regroupe 105 444 citoyens et couvre une superficie de 229 km². Son territoire est situé au sud-ouest de l'île de Montréal et du fleuve Saint-Laurent, à proximité de deux ponts reliant Montréal à la Rive-Sud. Il est au cœur d'un réseau routier stratégique parsemé de zones commerciales et industrielles (autoroutes 10, 15, 30 et route 132).

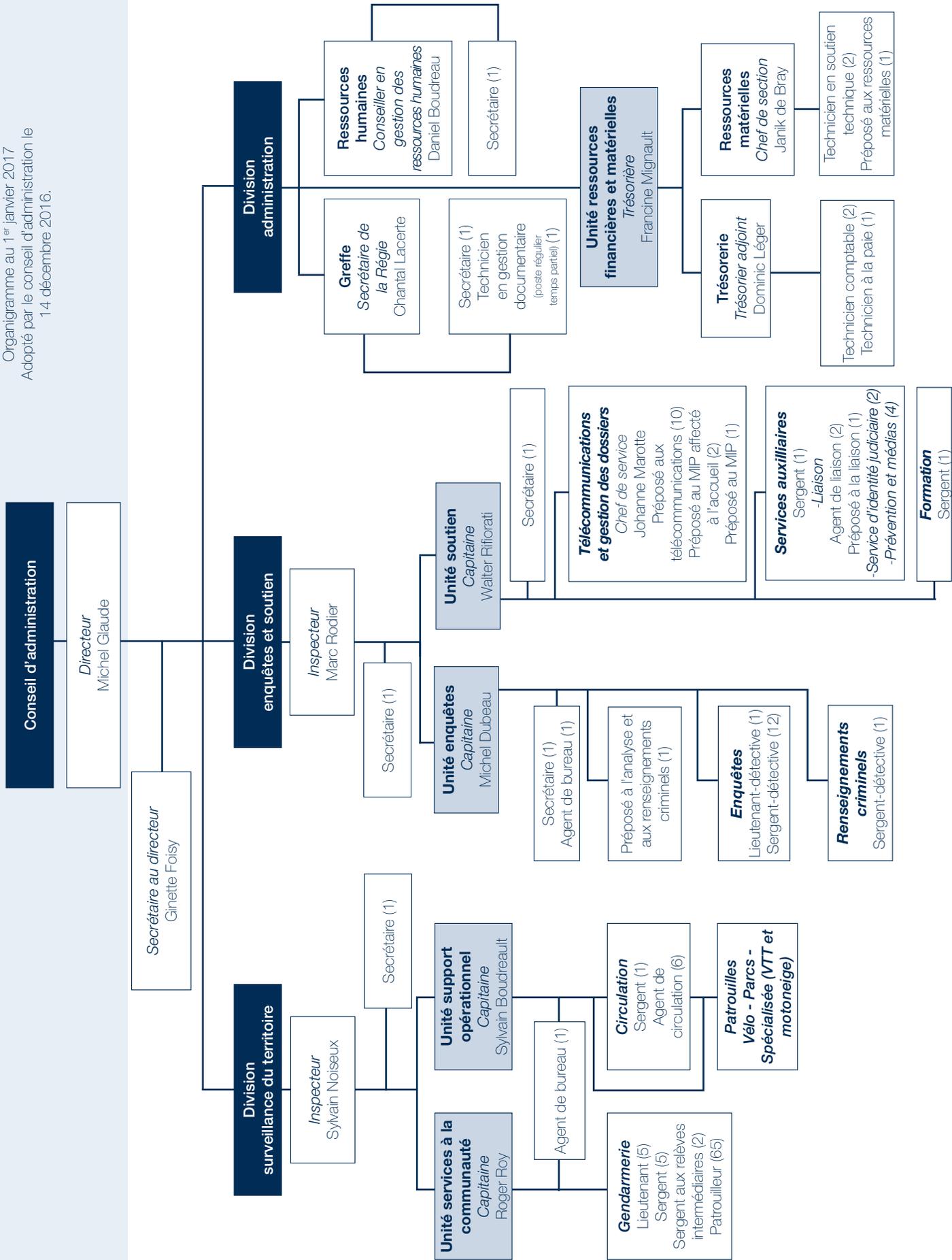
Kilomètres à parcourir				
Rues ou routes urbaines	Rues ou routes rurales	Sentiers pour les motoneiges	Sentiers pour les VTT	Pistes cyclables
515	145	30	122	122

L'occupation du territoire est la suivante : 73 % agricole, 20 % résidentiel, 6 % industriel et 1 % commercial. Nous y dénombrons 22 écoles primaires, 9 écoles secondaires, 3 centres d'éducation aux adultes, 6 maisons de jeunes et 109 parcs.



L'ORGANIGRAMME

Organigramme au 1^{er} janvier 2017
Adopté par le conseil d'administration le
14 décembre 2016.



LE GREFFE

La section greffe assiste le conseil d'administration dans la réalisation de toutes ses activités. Elle assure la préparation matérielle des travaux du conseil, assiste aux assemblées et dresse les procès-verbaux des délibérations. La rédaction des règlements et des avis publics de la Régie relève de son champ d'activité.

La supervision de la gestion documentaire, l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels* ainsi que le suivi de toute poursuite judiciaire intentée contre la Régie font également partie de son mandat.

CONSEIL D'ADMINISTRATION, MODE DE FONCTIONNEMENT

Le conseil d'administration de la Régie tient dix assemblées ordinaires par année, soit le deuxième mercredi de chaque mois, sauf pour les mois de janvier et juillet où il n'y a pas d'assemblée. Les assemblées du conseil d'administration se tiennent à 17 heures au quartier général de la Régie situé au 90, chemin Saint-François-Xavier à Candiac.

FAITS SAILLANTS

- En 2016, la Régie a traité près de 450 demandes d'accès à l'information et 560 demandes de copies de rapports d'accidents.
- En plus des assemblées ordinaires, le conseil d'administration s'est réuni une fois en assemblée extraordinaire au cours de l'année 2016.

LES RESSOURCES HUMAINES

La section ressources humaines joue un rôle-conseil et de soutien auprès des gestionnaires de l'organisation dans leurs rapports avec le personnel. Elle assume entre autres les activités liées aux relations de travail, à la dotation (recrutement et mouvements de personnel), à la gestion des avantages sociaux, aux programmes de reconnaissance, à l'évaluation du rendement et à la formation.

Pour réaliser les mandats qui lui sont confiés, l'équipe de la section ressources humaines travaille en étroite collaboration avec les cadres et les chargés de relève de chacune des divisions de la Régie.

FAITS SAILLANTS

- L'un des points marquants de 2016 a été le renouvellement de la convention collective des policiers de la Régie. La convention collective a été signée le 14 septembre 2016 et est en vigueur du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018.



Debout, de gauche à droite : Marc Rodier, inspecteur à la Division enquêtes et soutien, Micheline Devost, conseillère en gestion des ressources humaines par intérim, Jean-Claude Boyer, maire de Saint-Constant, Donat Serres, maire de La Prairie, Lise Poissant, mairesse de Saint-Mathieu, Christian Ouellette, maire de Delson, Lise Martin, mairesse de Saint-Philippe, François Michaud, vice-président, Fraternité des policiers, Germain Leclerc, vice-président, Fraternité des policiers, Yvan Cloutier, trésorier, Fraternité des policiers. Assis, de gauche à droite : Thérèse Gatién, conseillère municipale de Candiac, Michel Glaude, directeur, Jocelyne Bates, mairesse de Sainte-Catherine et présidente du conseil d'administration, Stéphane Thibault, président, Fraternité des policiers et Steve Gagnon, secrétaire, Fraternité des policiers.

- Le recueil des conditions de travail des employés cadres de la Régie a été revu et adopté par le conseil d'administration.
- La négociation des modalités inhérentes au régime de retraite s'est conclue par une entente entre toutes les parties concernées à l'automne 2016.
- Étant donné les besoins opérationnels, trois nouveaux postes ont été créés chez les officiers policiers, soit deux postes de sergent aux relèves intermédiaires et un poste de sergent à la formation. Également un poste de secrétaire au directeur a été créé chez les employés cols blancs.
- Certains postes chez les employés cols blancs ont été analysés et redéfinis ou précisés, notamment les postes d'agent de bureau et de préposée à la liaison.
- Les créations de postes et les départs à la retraite ont généré 20 mouvements de personnel au sein de l'organisation en 2016.

RELATIONS DE TRAVAIL

Le comité de relations de travail des employés cols blancs s'est réuni à trois reprises en 2016, soit à l'hiver, à l'été et à l'automne. Plusieurs rencontres de discussions avec la partie syndicale ont eu lieu sur divers sujets et sur les griefs pour comprendre les situations et tenter de solutionner les problématiques.

Plusieurs audiences d'arbitrage ont eu lieu en 2016 chez les policiers et les cols blancs, notamment six griefs portés à l'arbitrage accéléré qui a permis de solutionner des questions d'interprétation en matière de libération syndicale.

Vers la fin de l'année 2016, les parties syndicale et patronale ont réglé tous les griefs actifs et existants depuis quelques années. Dès lors, la nouvelle année s'amorce sans aucun grief en suspens.

LES EFFECTIFS

En date du 31 décembre 2016, la Régie comptait 157 policiers, réguliers et temporaires, dont 41 femmes et 116 hommes, ainsi que 45 employés civils, réguliers et temporaires, dont 26 femmes et 19 hommes.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR FONCTION

Fonction	
Policier cadre	7
Policier syndiqué	150
Civil cadre	6
Civil syndiqué	39
TOTAL	202

EMBAUCHE DE POLICIERS TEMPORAIRES

La direction de la Régie a procédé à l'embauche de 13 policiers temporaires en avril 2016. Le processus d'embauche a été révisé et de nouvelles étapes ont été introduites pour en améliorer le fonctionnement. Une entrevue structurée et une procédure d'induction ont été élaborées et bien définies afin que plusieurs intervenants de la Régie puissent faire connaître les règles et pratiques des unités ou services aux nouveaux policiers.

LA FORMATION CONTINUE

La formation continue est une activité renouvelée chaque année au sein de l'organisation. Elle permet le développement de divers types de compétences liées à l'emploi. La formation est dispensée au personnel par le biais d'organismes externes (École nationale de police du Québec, Collège canadien de la police, etc.), ou à l'interne par nos moniteurs et instructeurs accrédités.

Formation 2016	Nombre de séances	Nombre de participants
Formation offerte à l'interne	18	112
Formation offerte à l'externe	86	147

LA VALORISATION DE NOS EMPLOYÉS

Le sentiment de reconnaissance constitue une valorisation importante pour le personnel et démontre qu'il assume un rôle important au sein de l'organisation, ce qui génère un sentiment d'appartenance, d'implication, de réalisation de soi, d'adhésion à la mission et à la vision de l'organisation. Notre programme de reconnaissance permet également de souligner les événements marquants de la vie et de la carrière des membres du personnel.

ÉVÉNEMENTS 2016

Remise des médailles

C'est avec plaisir que les représentants de la Régie ont remis le 4 mai 2016, au nom du Gouverneur général du Canada, la « médaille pour services distingués » à l'agent Stéphane Gignac pour souligner ses 20 années de service, à l'agent aux relations communautaires et médiatiques Jean-Luc Robert pour ses 30 années de service ainsi qu'au sergent-détective Germain Leclerc pour ses 30 années de service.



De gauche à droite : Le sergent-détective Germain Leclerc, Michel Glaude, directeur, l'agent Stéphane Gignac, Normand Dyotte, maire de Candiac, l'agent aux relations communautaires et médiatiques Jean-Luc Robert, Jean-Claude Boyer, maire de Saint-Constant, Lise Martin, mairesse de Saint-Philippe, Paul Jones, maire de Delson, Jocelyne Bates, mairesse de Sainte-Catherine et présidente du conseil d'administration, Donat Serres, maire de La Prairie et Lise Poissant, mairesse de Saint-Mathieu.

Le 6 décembre 2016, le directeur de la Régie, Michel Glaude, remettait au nom du Gouverneur général du Canada, la « médaille pour services distingués » à l'inspecteur Sylvain Noiseux ainsi qu'aux capitaines Walter Rifierati et Roger Roy pour leurs 30 années de service.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, le capitaine à l'Unité soutien Walter Rifierati, le capitaine à l'Unité services à la communauté Roger Roy et l'inspecteur à la Division surveillance du territoire Sylvain Noiseux.

Reconnaissance des années de service

Le 14 décembre 2016, nous avons souligné les 20 années de service de M. Dany Binette, préposé aux télécommunications, les 25 années de service de Mme Johanne Marotte, chef de service aux télécommunications et gestion des dossiers, des agents Nil Becu, Alain Brosseau et Alain Shink, du sergent-détective Éric Gagné et du sergent André Mailloux. Nous avons de plus souligné les 30 années de service de Mme Danielle Gauvreau, secrétaire à la liaison et de M. Pierre Themens, préposé au soutien technique. Finalement, nous avons souligné les 35 années de service du sergent-détective André Noël.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, Johanne Marotte, chef de service aux télécommunications et gestion des dossiers et l'inspecteur à la Division enquêtes et soutien Marc Rodier.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, l'agent Nil Becu et le capitaine à l'Unité services à la communauté Roger Roy.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, l'agent Alain Brosseau et le capitaine à l'Unité services à la communauté Roger Roy.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, l'agent Alain Shink et le capitaine à l'Unité services à la communauté Roger Roy.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, le sergent-détective Éric Gagné et l'inspecteur à la Division enquêtes et soutien Marc Rodier.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, le sergent André Mailloux et le capitaine à l'Unité services à la communauté Roger Roy.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, Pierre Themens, préposé au soutien technique et Janik de Bray, chef de section – ressources matérielles.

Départs à la retraite

En 2016, six personnes ont pris une retraite bien méritée. Il s'agit de Mme Danielle Gauvreau, secrétaire à la liaison, Mme Louise Gervais, secrétaire à l'Unité enquêtes, Mme Johanne Carrier, technicienne en gestion documentaire, du sergent-détective André Noël, de l'agent aux relations communautaires et médiatiques Jean-Luc Robert ainsi que du lieutenant Raymond Malboeuf.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, Danielle Gauvreau, secrétaire à la liaison et l'inspecteur à la Division enquêtes et soutien Marc Rodier.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, Louise Gervais, secrétaire à l'Unité enquêtes, l'inspecteur à la Division enquêtes et soutien Marc Rodier et Donat Serres, maire de La Prairie.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, Lise Martin, mairesse de Saint-Philippe, Johanne Carrier, technicienne en gestion documentaire et Chantal Lacerte, secrétaire de la Régie.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, le sergent-détective André Noël et l'inspecteur à la Division enquêtes et soutien Marc Rodier.



De gauche à droite : Michel Glaude, directeur, l'agent aux relations communautaires et médiatiques Jean-Luc Robert, Lise Poissant, mairesse de Saint-Mathieu et l'inspecteur à la Division enquêtes et soutien Marc Rodier.

L'UNITÉ RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES

L'Unité ressources financières et matérielles est composée des deux secteurs d'activités suivants :

- les ressources matérielles;
- la trésorerie.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES

Le mandat de la section ressources matérielles est de planifier, organiser et contrôler les activités reliées aux approvisionnements des biens et services pour les différentes divisions de la Régie.

Elle est entre autres responsable de l'entretien du bâtiment, des équipements informatique et téléphonique ainsi que du parc automobile en plus de l'habillement et des équipements servant au travail des policiers.

Faits saillants

- Nous avons procédé à diverses mises à niveau importantes de nos équipements informatiques afin de mieux répondre aux exigences technologiques.
- Coordination de projet et lancement de divers appels d'offres dans le but de remplacer le système de surveillance par caméras. L'installation et la mise en service du nouveau système sont prévues pour le printemps 2017.

PARC AUTOMOBILE

Afin de répondre adéquatement aux besoins de ses citoyens, la Régie dispose des véhicules suivants :

Type de véhicule	
Automobile	48
Camionnette et véhicule utilitaire	3
Camion d'identité judiciaire	1
Motoneige	2
Véhicule tout terrain (Quad)	2
Remorque	2
TOTAL	58

LA TRÉSORERIE

Le principal rôle de la section trésorerie est de veiller à ce que la Régie se conforme aux lois et règlements en matière de finances en établissant des politiques de contrôle et en respectant le manuel de présentation de l'information financière municipale du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

La section trésorerie est responsable de l'ensemble des activités reliées à la gestion financière et budgétaire de la Régie. Elle fournit également des services de soutien aux gestionnaires en matière d'analyse, de prévisions financières, de rémunération et s'assure de la conformité de l'ensemble des opérations comptables dans le respect des politiques établies. La trésorerie est aussi responsable de l'administration du régime complémentaire de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Roussillon.

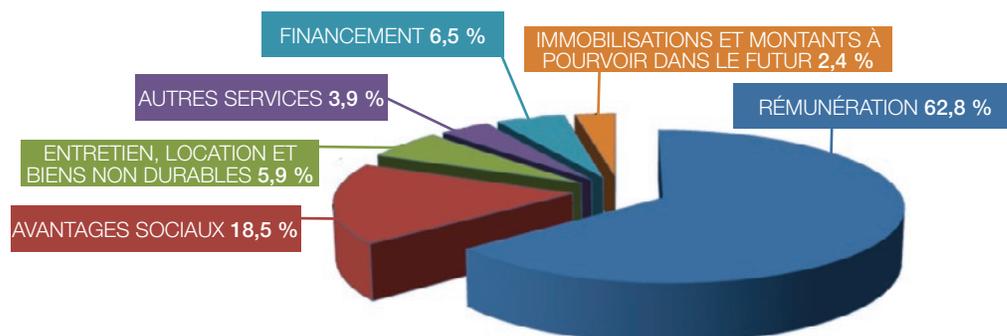
Fait saillant

- Les travaux reliés à l'agrandissement et à l'aménagement du stationnement de la Régie ont été finalisés durant l'exercice financier 2016. Il y a eu adjudication d'un emprunt par billets au montant de 640 000 \$ via un appel d'offres public au taux de 1,99 %.

LE BUDGET

LES CHARGES

Rémunération	15 471 210 \$
Avantages sociaux	4 571 240 \$
Transport et communication	143 230 \$
Services professionnels et administratifs	686 800 \$
Entretien, location et biens non durables	1 487 550 \$
Financement, remboursement capital, taxes et provision pour mauvaises créances	1 588 760 \$
Contribution à l'École nationale de police	130 600 \$
Sous-total	24 079 390 \$
Flotte automobile, remboursement au fonds de roulement et montant à pourvoir dans le futur	578 290 \$
TOTAL	24 657 680 \$



« Autres services » regroupe les éléments suivants :

- Transport et communication
- Services professionnels et administratifs
- Contribution à l'École nationale de police

« Financement » regroupe les éléments suivants :

- Intérêts et remboursement capital
- Taxes municipales
- Provision pour mauvaises créances
- Affectation partielle surplus 2014

LES REVENUS

Amendes	3 453 440 \$
Revenus autonomes (autres)	583 690 \$
Sous-total	4 037 130 \$
Quotes-parts des municipalités	20 620 550 \$
TOTAL	24 657 680 \$



Le budget 2016 représente un coût annuel moyen par citoyen de 197,28 \$, soit le coût des quotes-parts divisé par la population 2015 (104 524).

LA DIVISION SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

La Division est composée de deux principaux secteurs d'activités :

- la patrouille;
- la réponse aux appels.

PRINCIPAUX MANDATS

- la réponse aux appels;
- la patrouille de l'ensemble du territoire;
- l'application du *Code de sécurité routière*;
- l'application des lois et règlements incombant à la police et le maintien de la paix, du bon ordre et de la sécurité des citoyens;
- les mesures d'urgence (police).

FAITS SAILLANTS

- Assistance détention – Sûreté du Québec
Pour l'année 2016, la Régie a fourni une assistance à la Sûreté du Québec pour la détention de personnes. Ces dernières ont été également conduites au Palais de justice de Longueuil ou au Centre de détention Rivière-des-Prairies, selon la tarification du protocole signé en 2011.
- Stages d'observation d'étudiants en techniques policières
La Régie a accueilli 16 étudiants en techniques policières provenant des collèges Maisonneuve, John Abbott, Trois-Rivières et Collège Ellis. En plus d'aider ces étudiants à bien évaluer les implications du métier de policier, ces stages permettent également à la Régie de recruter de futurs policiers.
- Exercice de confinement : tireur actif
En 2016, nous avons continué les exercices de confinement barricadé avec le personnel de l'école Saint-Lawrence et de l'école John Adam. Ces exercices ont pour but de préparer le personnel des écoles, les policiers et les premiers intervenants à une situation de tireur actif dans un établissement scolaire.

POURSUITE POLICIÈRE D'UN VÉHICULE EN 2016

Les policiers de la Régie ont été impliqués dans dix poursuites de véhicules dans l'exercice de leurs fonctions.

Une de ces poursuites a été initiée pour des motifs d'infraction au *Code criminel* et neuf pour une infraction au *Code de la sécurité routière*.

Aucune personne n'a été blessée lors de ces poursuites.

UTILISATION D'UNE ARME DE SERVICE ET IRRITANT CHIMIQUE

Durant l'année 2016, aucun de nos policiers n'a eu à utiliser son arme de service pour neutraliser un suspect lors d'une intervention.

Les policiers ont utilisé leur bâton télescopique à une reprise au cours de l'année.

En ce qui a trait à l'utilisation des irritants chimiques, ceux-ci n'ont pas été utilisés au cours de l'année 2016.

LE PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

Le programme Accès est une mesure gouvernementale permettant de favoriser l'intégrité du régime fiscal, de récupérer les revenus dus au gouvernement, d'accentuer la lutte contre le commerce illégal d'alcool et d'en réduire l'offre et la demande.

Bilan opérationnel Accès	
Visite systématique	42
Loi sur les appareils d'amusement et loterie vidéo	0
Infraction LIMBA avec ou sans saisie	7
Pose de scellés	2

LE PROGRAMME ACCÈS TABAC

Les policiers patrouilleurs de la Régie ont procédé à 7 interpellations pour des infractions relatives à la *Loi sur le tabac*.

Ils ont saisi 319 331 cigarettes illégales et 800 cigares illégaux. Tous ces dossiers ont été acheminés au ministère du Revenu du Québec pour traitement.



Depuis novembre 2013, la Régie participe à un projet pilote avec le ministère de la Sécurité publique qui a permis à la Régie de recevoir la somme de 18 230 \$ à titre de compensation monétaire pour le temps homme consacré à ce type d'intervention.

DÉFIBRILLATEURS

Le 11 juillet 2014, 13 nouveaux défibrillateurs ont été placés dans les autos patrouilles de la Régie afin d'être déployés sur notre territoire.

Ces nouveaux appareils ont été fournis gratuitement par l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie.

Au cours de la dernière année, ils ont été utilisés à 24 reprises sur l'ensemble du territoire et ont permis de sauver une vie.

Tous les policiers ont reçu une formation de mise à jour en premiers soins et de l'utilisation des appareils DEA en 2015.

PATROUILLE DU TERRITOIRE ET RÉPONSE AUX APPELS

Ces activités sont exécutées par 5 équipes de travail comportant 16 policiers répartis dans 4 secteurs territoriaux. Nos patrouilleurs ont répondu à près de 22 281 appels dont le tableau ci-après démontre le type d'intervention.



Pourcentage des interventions policières selon la catégorie des appels traités

Nature des appels	Nombre d'appels	%
Crime contre la personne	662	2,97
Crime contre la propriété	1 505	6,76
Autres infractions au <i>Code criminel</i>	652	2,93
Infraction reliée aux règlements de circulation	393	1,76
Intervention policière non reliée à des infractions criminelles	19 069	85,58
TOTAL	22 281	100

Répartition des interventions policières

Candiac		Delson		La Prairie		Saint-Constant	
2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
5 073	5 103	2 066	1 786	5 023	5 302	4 965	5 198
Saint-Mathieu		Saint-Philippe		Sainte-Catherine		Territoire	
2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
358	367	961	926	3 592	3 599	22 038	22 281

CIRCULATION

En 2016, une équipe de 7 policiers a répondu aux plaintes des citoyens et des différents comités de circulation en matière de sécurité routière. La sécurité des secteurs scolaires a été une priorité et a donné lieu à plusieurs surveillances de la part de cette équipe.



L'équipe a aussi collaboré à une dizaine de campagnes locales, régionales et provinciales telles que l'opération nationale concertée sur la ceinture de sécurité, la vitesse et Partager la route. De plus, nous avons participé aux campagnes « texter au volant, c'est se foutre des conséquences ».

Voici le résultat obtenu suite à ces opérations policières : 194 personnes ont été arrêtées pour conduite avec les facultés affaiblies, soit par l'alcool ou soit par la drogue, 10 454 constats ont été émis pour la vitesse, 640 constats pour l'omission de porter la ceinture de sécurité et 1 345 constats pour l'usage d'un appareil téléphonique en conduisant.



Application de la Loi sur le camionnage

Au cours de l'année 2016, afin de répondre adéquatement aux questions des citoyens sur l'application de la réglementation concernant le réseau de camionnage, la Régie a tenu des séances d'information sur chacune des équipes de travail. Lors de ces séances, la définition de camion a été expliquée, les exceptions à la réglementation et le réseau de camionnage ont été identifiés clairement.

De plus, les mêmes informations ont été transmises lors d'une réunion tenue dans nos locaux avec les responsables de chacune des villes de notre territoire où était présent un représentant du ministère des Transports spécialisé sur le réseau de camionnage.

Ceci nous a permis d'effectuer plus de 180 surveillances où 81 constats ont été émis à des conducteurs de camion fautifs qui utilisaient des rues interdites au camionnage. Ces surveillances se poursuivront en 2017 et seront incorporées au plan de sécurité routière.

ÉQUIPE DE SURVEILLANCE DES PARCS

Créée en 2008, l'équipe de surveillance des parcs composée de cinq policiers a patrouillé le secteur des parcs et espaces verts dans le but de diminuer les méfaits, incivilités et consommations de drogues et alcool.

Pour la période du 15 avril au 15 novembre 2016, l'équipe des parcs a émis 133 constats d'infraction, procédé à 172 arrestations pour diverses infractions criminelles, dont 160 pour possession de stupéfiants.

PATROUILLE À VÉLO

Pour la période du 15 mai au 15 septembre 2016, l'équipe de la patrouille à vélo a sillonné les pistes cyclables du territoire pour un total de 2 415 heures. Leur travail axé plus sur la prévention et le respect des lois et règlements a permis une visibilité policière à des endroits plus difficiles d'accès.

Ces derniers ont effectué 1 821 vérifications dans les parcs, émis 20 constats d'infraction et 255 avertissements en contravention aux différents règlements, procédé à l'arrestation de 4 individus pour possession de drogues et ont rencontré 861 personnes pour diverses informations.



PATROUILLE À VTT ET MOTONEIGE

Nos agents formés pour patrouiller les sentiers de VTT ont effectué 1 opération de surveillance totalisant 16 heures temps homme.

Pour ce qui est des motoneiges, celles-ci ont été utilisées 2 fois, totalisant 34 heures temps homme.



LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

ASPECT PRÉVENTION

COMITÉ DE CIRCULATION LOCALE ET RÉGIONALE

La Régie a participé à 20 rencontres des différents comités de circulation des villes de Candiac, La Prairie, Saint-Constant, Saint-Philippe et Sainte-Catherine.

ASPECT RÉPRESSION

STATISTIQUES DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La sécurité routière et le contrôle de la circulation font partie de la mission du service et sont au cœur des préoccupations des citoyens.

Pour l'année 2016, nous constatons une hausse de 7 % du nombre d'accidents survenus sur notre territoire par rapport à l'an dernier. Le nombre moyen des accidents sur le territoire pour les années 2010 à 2015 se situe à 1 389 accidents alors que nous avons eu en 2016, 1 499 accidents.



	Candiac		Delson		La Prairie		Saint-Constant		Saint-Mathieu		Saint-Philippe		Sainte-Catherine		Territoire	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Accident de la circulation – Hausse de 7 %																
Accident mortel	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	1	0	4
Accident avec blessé	51	54	24	26	65	77	85	88	6	9	19	17	38	42	288	313
Accident matériel	271	241	109	106	268	276	256	289	22	22	40	56	122	160	1 088	1 150
Accident délit de fuite	3	4	6	2	4	7	8	9	0	2	2	4	2	4	25	32
TOTAL	325	300	139	134	337	360	349	387	28	33	61	78	162	207	1 401	1 499
Constat d'infraction – Baisse de 0,4 %																
Vitesse	1 078	816	598	1 175	4 300	3 640	2 473	2 770	412	564	367	394	1 197	812	10 425	10 171
Autres CSR	3 753	4 236	2 291	1 901	4 903	5 010	4 112	4 571	166	180	550	477	3 966	4 462	19 741	20 837
Règlements municipaux	816	634	346	345	1 887	1 516	819	555	4	2	0	54	875	654	4 747	3 760
TOTAL	5 647	5 686	3 235	3 421	11 090	10 166	7 404	7 896	582	746	917	925	6 038	5 928	34 913	34 768

LA CRIMINALITÉ

CRIMINALITÉ 2016

Sur le territoire desservi par la Régie, la population est passée de 104 524 en 2015 à 105 444 en 2016, soit une augmentation de 0,88 %.

La criminalité est légèrement en hausse par rapport à 2015. Le nombre total de crimes est passé de 3 100 en 2015 à 3 216 en 2016, soit une hausse de 3,7 %.

Le nombre de crimes (3 216) reste toutefois inférieur à la moyenne des années 2010 à 2015 (3 327).

Crimes contre la personne :

En 2016, 133 crimes de plus ont été rapportés pour atteindre un total de 707, comparativement à 574 en 2015. La hausse des crimes se retrouve principalement au niveau des dossiers d'agressions armées, de voies de faits et de menaces.

Crimes contre la propriété :

En 2016, 6 crimes de plus ont été recensés pour atteindre un total de 1 330 comparativement à 1 324 en 2015. Une augmentation au niveau des vols à l'étalage, du recel, du vol d'identité et des méfaits sur véhicules est constatée. En contrepartie, les vols par effraction et vols de véhicules sont à la baisse.

Autres crimes :

En 2016, nous constatons une baisse de 23 crimes, soit 1 179 au lieu de 1 202 en 2015. Cette catégorie est constituée principalement de délits tels que la consommation, la vente, la production de stupéfiants, la conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool ou la drogue, ainsi que le non-respect d'ordonnances judiciaires. La diminution se retrouve principalement dans les catégories des infractions aux lois provinciales et aux lois règlementant certaines drogues et stupéfiants.

	Candiac		Delson		La Prairie		Saint-Constant		Saint-Mathieu		Saint-Philippe		Sainte-Catherine		Territoire	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Criminalité – Augmentation de 3,7 %																
Crime contre la personne	85	82	52	52	132	174	155	192	11	22	29	39	110	146	574	707
Crime contre la propriété	261	255	133	122	328	359	334	369	21	16	64	32	183	177	1 324	1 330
Autres crimes	332	308	81	81	279	297	276	272	21	14	35	34	178	173	1 202	1 179
TOTAL	678	645	266	255	739	830	765	833	53	52	128	105	471	496	3 100	3 216

LA DIVISION ENQUÊTES ET SOUTIEN

La Division détient un mandat tant opérationnel qu'administratif. Alors que certaines sections sont assignées à la lutte à la criminalité, d'autres possèdent un mandat de soutien aux opérations ou de prévention.

FAIT SAILLANT

- En 2016, la Division enquêtes et soutien a participé à l'élaboration d'un projet touchant l'implantation d'une section de formation dont le mandat serait de diffuser et maintenir l'expertise nécessaire au travail policier au sein de la Régie. La mise en place de ce projet est prévue en 2017.

L'UNITÉ ENQUÊTES

L'Unité enquêtes a traité 1 318 dossiers en 2016. La mission de l'Unité est de combattre la criminalité en recherchant les auteurs de crimes et en les poursuivant devant les tribunaux. La section contribue à améliorer le sentiment de sécurité de tous les citoyens du territoire par des actions directes, visant à réduire le taux de criminalité.

Données opérationnelles Dossiers enquêtes	2015	2016
Dossiers solutionnés	401	505
Dossiers non solutionnés	548	634
Classement non fondé	105	111
Retrait de plainte	125	68
TOTAL	1 179	1 318

Fait saillant

- Les enquêteurs ont assisté ou participé à 13 enquêtes conjointes d'importances avec d'autres services de police. Les crimes enquêtés ciblaient des crimes aussi variés que les stupéfiants, fraudes, extorsions, agressions, menaces, vols et contrebande de tabac.

Le territoire desservi par la Régie est constitué de secteurs commerciaux, industriels et résidentiels. Ce contexte apporte donc une criminalité très diversifiée. À cet effet, nos enquêteurs se doivent d'acquérir les connaissances en enquêtes criminelles générales et spécialisées de niveau 2 telles que définies par la *Loi sur la police* tout en maintenant celles-ci à jour. La formation est une priorité.

Dans le cadre de leurs enquêtes, les sergents-détectives ont participé au déclenchement de 57 ententes multisectorielles comparativement à 70 l'an dernier. Ces ententes multisectorielles font l'objet d'un protocole visant le déclenchement d'un travail conjoint entre les policiers, la Direction de la protection de la jeunesse et les procureurs dans tous les cas d'abus physiques, agressions sexuelles et négligences impliquant un enfant.

En 2016, les sergents-détectives ont rédigé 73 demandes de mandats de perquisition et 19 demandes d'ordonnances judiciaires.

Des efforts ont été consentis encore une fois pour lutter contre le trafic de stupéfiants. Seize dossiers d'importances ont fait l'objet d'une enquête et le travail des sergents-détectives a permis d'effectuer 14 perquisitions ainsi que l'arrestation de 26 personnes. La valeur totale de ces saisies se chiffre à près de 303 916 \$ sur le marché de la revente. De plus, 27 245 \$ en argent ont été saisis en biens infractionnels.

Des liens créés entre l'Unité enquêtes et l'équipe Parc afin d'améliorer la lutte au trafic de drogue et stupéfiant ont été maintenus.



Saisies de stupéfiants

Depuis le 1^{er} juin 2015, la Régie et le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Montérégie (CAVAC) ont signé un protocole d'entente visant à offrir des services d'aide aux personnes victimes.

L'entente prévoit qu'une agente d'intervention du CAVAC offre des services d'aide à nos victimes en termes de support, d'information et de référence à des organismes du milieu.

Pour l'année 2016, l'intervenante, travaillant dans nos locaux, a offert ses services à 422 victimes.

PARTENARIAT

Afin de s'assurer de lutter efficacement contre la criminalité, l'Unité enquêtes a continué son partenariat avec plusieurs services de police et organismes voués à l'application de la loi.



Notre partenariat s'est continué avec le Service du renseignement criminel du Québec (SRCQ) en maintenant des liens avec cet organisme.



L'Unité enquêtes contribue à l'équipe d'enquête en matière de contrebande de tabac par l'assignation d'un sergent-détective à cette équipe.

En 2016, cette équipe s'est vu remettre un prix de l'agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Ce prix dans la catégorie partenaire d'affaires, souligne les résultats d'un projet d'enquête qui a démantelé un important réseau de contrebande qui sévissait entre le Canada et les États-Unis.



L'UNITÉ SOUTIEN

L'Unité soutien a pour mandat de soutenir les opérations du service. Pour ce faire, elle est composée de deux secteurs d'activités répartis comme suit :

- télécommunications et gestion des dossiers;
- services auxiliaires.

Fait saillant

- En août 2016, notre centre d'appel a été certifié de nouveau par le ministère de la Sécurité publique en conformité avec le règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET GESTION DES DOSSIERS

Le service des télécommunications de la Régie traite et répartit les appels aux différents services. Pour l'année 2016, le personnel a répondu à 39 742 appels. De ce nombre, 22 281 appels ont été traités par les policiers, 1 491 par le service des incendies, 5 225 par le service d'ambulance et 10 745 par d'autres services.

Cette année, un grand total de 8 135 dossiers a été traité par le personnel attiré à l'alimentation des dossiers, soit 233 dossiers de plus qu'en 2015.

Un contrôle rigoureux des inscriptions est aussi effectué par la superviseure au contrôle de la qualité afin de s'assurer que les critères établis au niveau provincial soient respectés. La Régie reçoit de bons commentaires des responsables de la Déclaration uniforme de la criminalité, l'agence qui fixe la norme en matière d'inscriptions des données policières.

Les préposés à l'accueil ont reçu 375 demandes de vérifications d'antécédents liées à des emplois. De plus, 468 demandes reliées au personnel enseignant ont été reçues ainsi que 2 839 demandes pour le secteur vulnérable. Ces vérifications sont effectuées en conformité avec plusieurs lois telles que la *Loi sur l'instruction publique*, la *Loi sur l'enseignement privé* et la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*.



SERVICES AUXILIAIRES

Les services auxiliaires sont composés de trois sphères d'activité :

- liaison;
- identité judiciaire;
- prévention et relations médiatiques.

LIAISON

Le service auxiliaire de la liaison a pour rôle l'acheminement des dossiers aux différentes cours de justice (Cour du Québec et Tribunal de la jeunesse) et la mise à jour des statuts de ces dossiers et des personnes impliquées dans ceux-ci. Une secrétaire ainsi que deux agents de liaison sont nécessaires pour assurer les suivis. À la fin 2016, nous avons 1 549 dossiers actifs à la cour criminelle.

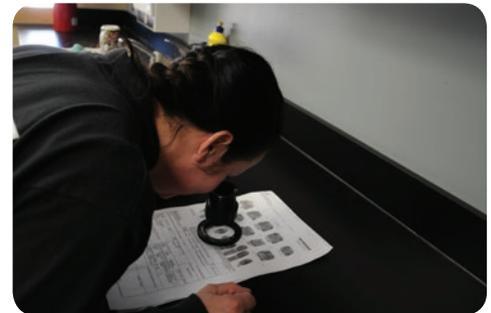
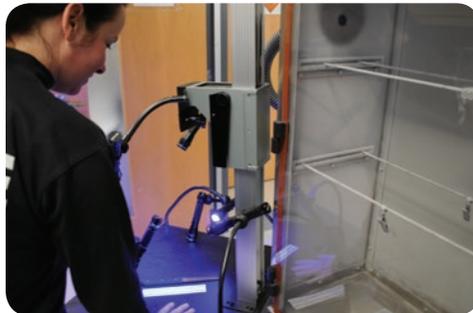


Ces dossiers ont généré plus de 777 prises d'empreintes et près de 173 dossiers où les suspects ont comparu à titre de détenus. Ce service assure aussi la liaison vers les trois cours municipales (Candiac, La Prairie, Saint-Constant) qui traitent les dossiers pénaux (constats d'infraction et règlements municipaux).

IDENTITÉ JUDICIAIRE

Deux techniciens en identité judiciaire ont comme mandat de recueillir et traiter les indices qu'ils récupèrent sur une scène de crime ou qui sont récupérés par tout autre policier, dont les patrouilleurs judiciaires qui sont spécifiquement formés pour la recherche d'indice.

Les policiers à l'identité judiciaire doivent donc s'assurer de l'intégrité des éléments de preuve saisis (photos, ADN, empreintes, etc.) qui seront par la suite déposés en preuve devant le tribunal.



Le partenariat s'avère d'une grande importance dans ce domaine des plus spécialisés. La mise à jour de leurs connaissances et équipements ainsi que le maintien de liens étroits avec des partenaires tels que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale sont essentiels.

Activités	2015	2016
Comparaison des empreintes	16	30
Croquis de scène	19	34
Prélèvement d'ADN sur scène	85	91
Prélèvement d'empreintes digitales	55	75
Scène avec photographies	84	81
Ouverture de lot (suivi des éléments de preuve recueillis)	1 608	1 612
Identification de véhicules	25	45

PRÉVENTION ET RELATIONS MÉDIATIQUES

Cette équipe planifie et coordonne les programmes de prévention offerts en milieu scolaire, résidentiel et commercial. Les quatre policiers de cette section répondent aux besoins communautaires et sociaux en fournissant le soutien nécessaire aux citoyens.

Ils travaillent en partenariat avec les divers services et organismes du milieu, et c'est grâce à cette coopération qu'ils obtiennent des résultats.

Fait saillant

- En raison de leur travail envers les jeunes, la section prévention de la Régie intermunicipale de police Roussillon a reçu le prix du partenaire jeunesse de l'année décerné par la Table jeunesse Kateri.

L'organisme a tenu à souligner le travail accompli par la section prévention. L'implication, le dévouement et l'ouverture sur la communauté des policiers ont été soulignés par les organismes jeunesse du territoire. La Table regroupe une cinquantaine d'intervenants provenant des secteurs communautaires, de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des services municipaux et ceux de la sécurité publique.



En matière de relation avec les médias, les agents ont pour mission :

- d'informer et de rassurer les citoyens sur la nature des interventions effectuées par les policiers;
- de promouvoir la prévention;
- d'obtenir l'aide de la population en diffusant certaines photos ou portraits-robots de suspects.

Statistiques des relations médias	2015	2016
Communiqué de presse rédigé	70	75
Événement médiatisé	154	177
Entrevue suite aux événements médiatiques	161	190
Conférence de presse tenue par la Régie	0	1

LA COLLABORATION AVEC LES ÉCOLES

En collaboration avec la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries et la Commission scolaire Riverside, nous avons offert 352 conférences en milieu scolaire et garderies. Ces conférences qui sont destinées aux élèves de niveau primaire et secondaire dans les 34 écoles du territoire portaient sur des sujets variés :

Niveau primaire

- Préscolaire : *1^{er} contact avec le policier*
Thèmes variés, sur demande
30 minutes
- 1^{re} et 2^e année : *Prévention des agressions envers les enfants et les inconnus*
Conférence et vidéo *Mimi il faut sauver Duncan*
60 minutes
- 3^e et 4^e année : *Sécurité à vélo*
Conférence sur la sécurité à vélo
30 à 60 minutes
- 5^e année : *L'intimidation et la cyberintimidation*
Conférence sur l'intimidation et la cyberintimidation
60 minutes
- 6^e année : *Gang de choix (conséquences légales)*
Atelier de ce programme de prévention
60 minutes

Milieu scolaire secondaire

- 1^{re} année : Clips Intimidation
- 2^e année : Cybercriminalité
- 3^e année : Conduite de véhicule (vitesse, alcool, drogue, fatigue, texto)
- 4^e année : 24 heures texto et Zoom emploi
- 5^e année : Gang de choix (conséquences légales)

La présence du policier préventionniste à l'école de la Magdeleine est maintenue.

PRÉVENTIONNISTE À VÉLO

Pour une 14^e année durant la période estivale, 2 agents préventionnistes ont été appelés à travailler à vélo du 15 mai au 30 septembre en poursuivant les objectifs suivants :

1. Favoriser le rapprochement entre le Service de police et les citoyens;
2. Établir ou consolider les partenariats avec les organismes du milieu;
3. Prévenir la criminalité et promouvoir les comportements sécuritaires.

Pour ce faire, plusieurs présences ciblées ont été effectuées :

- Corridors scolaires lors de la rentrée
- Pistes cyclables
- Parcs et espaces publics
- Maisons des jeunes et camps de jour
- Organismes communautaires
- Commerces
- Événements spéciaux (culturel, communautaire, sportif, etc.)
- Vérification de lieux criminogènes et diffusion de dépliants



QUELQUES-UNES DE NOS ACTIVITÉS

- Maintien du programme Pair permettant d'offrir un service d'appels automatisés qui joint les aînés pour s'assurer de leur bon état de santé. Ce programme a permis, en 2016, de secourir 5 personnes.



- Participation au salon des aînés de Saint-Constant.
- Vérification de 409 sièges d'auto pour enfants.
- Partenariat avec l'organisme de justice alternative « BENADO ».
- Participation à plusieurs comités de prévention avec nos partenaires communautaires.



LISTE DES PRINCIPAUX PARTENAIRES

- Académie juillet
- AMT (train de banlieue)
- Association des directeurs de police du Québec
- Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)
- AVIF
- Benado
- Carrefour Jeunesse emploi de La Prairie
- Centre de bénévolat de la Rive-Sud
- Centre jeunesse de la Montérégie (CJM)
- Centre l'Éclaircie
- Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
- Centres locaux de services communautaires (CLSC)
- Centre de santé et services sociaux (CSSS)
- Club de motoneige du Centre de la Montérégie inc.
- Club de VTT les Aventuriers de la Montérégie
- Collège canadien de police (CCP)
- Collège Charles-Lemoyne
- Collège Jean de la Mennais
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire Riverside
- Échec au Crime Québec
- École nationale de police du Québec (ENPQ)
- Enfant retour Québec
- Gendarmerie Royale du Canada (GRC)
- L'Élan des jeunes
- L'Égide
- La Re-Source
- Jeunesse, J'écoute
- Maison des jeunes Adrénaline (La Prairie)
- Maison des jeunes Antidote (Candiac)
- Maison des jeunes Équinox (Sainte-Catherine)
- Maison des jeunes Extension (Saint-Constant)
- Maison des jeunes le Repère (Saint-Philippe)
- Maison des jeunes Sympholie (Delson)
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Ministère des Transports
- MRC Roussillon
- Municipalité de Saint-Mathieu
- Peacekeepers de Kahnawake
- Police du CN
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent
- Réseau de transport La Québécoise, Le Richelain et Tarso
- Service de police de Châteauguay
- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
- Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL)
- Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)
- SOS violence conjugale
- Suicide action
- Sûreté du Québec
- Tel aide
- Tel jeunes
- Université de Montréal
- Ville de Candiac
- Ville de Delson
- Ville de La Prairie
- Ville de Saint-Constant
- Ville de Sainte-Catherine
- Ville de Saint-Philippe

LISTE DES PRINCIPAUX COMITÉS

- Association québécoise de la criminalistique
- Comité Consultatif Client de l'ENPQ
- Comité des utilisateurs du logiciel Radar
- Comités de circulation (Candiac, La Prairie, Saint-Constant, Saint-Philippe et Sainte-Catherine)
- Comités des mesures d'urgence (Candiac, La Prairie, Saint-Constant et Sainte-Catherine)
- Comité faisons équipe – partageons la route en Montérégie
- Comité prévention des dépendances
- Comité provincial en santé mentale
- Comité provincial des sièges d'auto pour enfant
- Comité Provincial « PAIR »
- Comité sur la formation Hors Établissement
- Police Organismes
- Préventionnistes – Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie (MLLLM)
- Réseau des partenaires contre la violence faite aux femmes, Jardins-Roussillon
- Service du renseignement criminel du Québec
- Table de concertation sur les relations de travail
- Table de la petite enfance
- Table de rencontres police/incendies
- Table des aînés Kateri
- Table des directeurs de l'Association des directeurs de police du Québec
- Table des gestionnaires d'enquêtes de la Montérégie
- Table des gestionnaires d'enquêtes de niveau 2
- Table des normes professionnelles
- Table des responsables de la surveillance du territoire
- Table jeunesse en santé mentale
- Table jeunesse Kateri
- Table prévention de la criminalité
- Toxicomanie



Mai 2017 • www.policeroussillon.ca

RÉGIE INTERMUNICIPALE
DE POLICE ROUSSILLON



Ce document est imprimé par Communication Globale Pub Cité, sur un papier certifié FSC® provenant de sources responsables.

